

Voir la lettre en Pdf :

http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

COOP DEC Info - n°104 – octobre 2013

Lettre d'informations sur l'action internationale des collectivités locales.

Pour tout problème de lecture, télécharger cette lettre en format pdf directement sur notre site www.coopdec.org

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « désinscription », votre nom et collectivité.

L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » SE FAIT, DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.COOPDEC.ORG

DES INDICATEUR DE LA COOPERATION DECENTRALISEE?

Dans le rapport récemment publié sur « l'économie positive » (groupe de travail présidé par Jacques Attali), l'importance de « mesurer » pour alimenter le débat en faveur des changements est réaffirmée.

Le rôle des indicateurs est dans un premier temps de fournir une « photographie » d'une situation, permettant de commenter cette situation (en limitant la subjectivité et la domination du « bon orateur » dans le débat collectif), puis de la comparer à d'autres (pour susciter une mise en mouvement, une amélioration) et enfin de créer un historique dans le but d'évaluer les progrès accomplis.

C'est la force des OMD. Certes « ils ne seront pas atteints » mais on peut désormais discuter les évolutions.

Pour l'action internationale des collectivités, force est de constater que la réflexion est relativement pauvre à ce jour :

- collectivement les Etats comparent, sans réelle base commune de comptage, le « nombre d'accords de coopération décentralisée, de projets », à l'exemple des chiffres soumis par la DAECT et repris régulièrement sans recul, (pour parler de « l'aide » par exemple quand 85% concernent des accords internes à l'OCDE), ou à l'exemple de la Chine qui vient de communiquer sur ce chiffre récemment (voir à la fin de ce COOP DEC Infos).
- autre exemple : les indicateurs budgétaires :
 - o Le concept de l'Aide Publique au Développement (APD) a été élaboré dans les années 1960 (sic) afin de pouvoir comparer les efforts d'aide réalisés par les différents bailleurs de fonds puis de suivre les promesses faites (le fameux 0,7% voté en 1970 - <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/45539389.pdf>). Cette norme internationale est maintenant généralement admise, sa définition étant gérée par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Les collectivités locales, organismes publics, sont sollicitées aujourd'hui pour déclarer « leur » APD. Depuis 2009, l'Agence COOP DEC Conseil tente de publier une compilation de ces données déclarées (voir notre prochaine lettre d'infos pour les données 2012 déclarées en 2013). Mais force est de constater la difficulté de compiler des déclarations souvent incomplètes et de bases différentes d'une collectivité à une autre.
 - o les budgets « Oudin » constituent aussi la base d'un autre indicateur, publié régulièrement par le PSEau sans que l'on sache clairement l'impact de ces subventions ou investissements.

Ces indicateurs budgétaires, à l'instar du PIB, traduisent fort mal les engagements et les intérêts des politiques internationales des collectivités locales. L'information sur l'efficacité ou la « redevabilité » est limitée. Pourtant c'est l'un des engagements pris par le gouvernement lors du dernier CICID (http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf)

Le citoyen, dans nos Etats touchés par la crise économique, est désormais plus regardant sur les dépenses publiques, au risque du repli sur son propre intérêt direct et individuel ; et si les collectivités ne peuvent informer que sur la « dépense », il est facile d'imaginer que ces discours seront bientôt pris en défaut, au risque d'une diminution forte des budgets mais surtout des engagements.

Il revient aux collectivités locales d'engager des démarches pour « mesurer » et ainsi « donner à voir » les actions engagées et les changements attendus. Elles le font dans de nombreuses politiques publiques, pourquoi pas dans la coopération internationale :

- la ville de Paris, suivant l'exemple des OMD, présentait le « résultat » sur Fond Solidarité Eau Assainissement en indiquant le nombre de personnes concernées par la totalité des projets soutenus
- telle communauté urbaine présenter une comparaison des fonds européens captés au regard des autres collectivités françaises ;

- le CR Aquitaine a lancé une grande étude sur l'impact des échanges internationaux pour l'emploi des jeunes...
- Les travaux dans le cadre des plans-climats ou de la compensation carbone sont aussi une perspective.

Pour cela, une révolution dans les pratiques doit se faire : à l'instar de l'émergence de la pratique de l'évaluation, les collectivités (et les services Relations internationales) doivent accepter d'affecter un budget non négligeable à la production d'informations, de bilan, d'études d'impacts, ...

L'Agence COOP DEC Conseil, qui a développé une expertise dans la production de diagnostic sur les relations internationales des territoires, proposera dans les prochains mois une offre de formation-action aux collectivités pour travailler à des descriptions territoriales pour enrichir les débats des prochaines élections locales ou pour structurer les stratégies de mandats futures. N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations : contact@coopdec.org

COFINANCEMENTS INTERNATIONAUX

EUROPEAID- Appel à propositions en cours

Retrouvez l'ensemble des appels à proposition en cours sur le site d'Europeaid : http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index_fr.htm

ANE-AL – volet EAD SI – sept / oct 2013 ;

Prévision : un dernier appel à projets « EAD-SI », dans le cadre du volet n°3 du programme ANE-ALD devrait être lancé en octobre 2013 par la Commission européenne.

COFINANCEMENTS NATIONAUX

Fonds de soutien franco-marocain : jusqu'au 31 décembre 2014

La France et le Maroc lancent un Fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée à l'attention des collectivités territoriales françaises et marocaines. Les collectivités peuvent déposer leur projet jusqu'au 31 décembre 2013. Le fonds clôturera fin 2014. Les dossiers déposés en 2013 pourront bénéficier d'un cofinancement de 2 années si elles le souhaitent, les dossiers déposés après octobre 2013 ne bénéficieront que d'une année.

Ce dispositif est dédié au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales marocaines - l'accord portant sur le soutien conjoint à la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et marocaines. Quelques projets étudiés par le comité de sélection ont d'ores-et-déjà reçu les premières validations et feront l'objet d'une intervention des cofinancements du programme à hauteur de 60%.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/fonds-conjoint-franco-marocain/>

Programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée)

Appel à projets conjoint avec le PNUD dans le cadre du programme ISI@MED (Initiative pour la Société de l'Information en Méditerranée). Cet appel à projets vise à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée (Liban, Maroc, Sénégal). Les dossiers de demande de subvention pourront être déposés tout au long de l'année :

En savoir plus : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appel-a-projets-et-fonds-en/appel-a-projets-pnud/>

COFINANCEMENTS TERRITORIAUX

Basse-Normandie – Macédoine

Dans le cadre de la coopération Basse-Normandie/Macédoine, un appel à projet annuel 2013-2014 a été lancé le 16 septembre dernier. Il vise à soutenir des actions engagées sur le territoire bas-normand et macédonien autour de trois thématiques :

- Mémoire, paix, réconciliation,
- Sauvegarde du Patrimoine,
- Droits de l'Homme.

L'appel à projets a été publié sur le site web de notre coopération: www.bn-mk.org et prendra fin le 15 novembre prochain

WEBINAIRES

Conférences en ligne de la Banque Mondiale!

Thème: "Professionnaliser la gestion des services d'eau potable en milieu rural et dans les petites villes"

Suivez en direct les six Webinaires francophones, du 01/10 au 10/12/2013 (inscription gratuite et ouverte à tous)

Le 1er webinaire aura lieu le mardi 1er octobre, de 15H30 à 17H (heure de Paris), sur le thème de la viabilité financière!

> Plus d'infos et lien d'inscription : http://www.pseau.org/fr/webinaire_viabilite-financiere

Les Webinaires de COOP DEC Conseil

La mise en place des Webinaires d'ACDC a été retardée. Nous pensons pouvoir initier les premiers débuts novembre 2013.

ACTUALITE DE LA FORMATION

CNFPT – INSET

Inset Nancy : Contact : Emmanuel Thouary - 03 83 19 22 30 - emmanuel.thouary@cnfpt.fr

1) Cycle de formation professionnelle « Responsable relations internationales en collectivité »-

- o Nancy
- o http://www.inset-nancy.cnfpt.fr/images/file/formation2012/2013_Cycle%20responsable%20relations%20internationales.pdf

Mission Opérationnelle Transfrontalière

La Mission Opérationnelle Transfrontalière organise cinq séminaires d'information sur le montage de projets transfrontaliers aux frontières françaises, dans le cadre du programme d'assistance nationale Europ'Act.

Chaque séminaire est dédié à une ou deux frontières françaises :

Le premier séminaire est organisé sur la frontière franco-hispano-andorrane le 16 septembre à Toulouse, à l'invitation de la Région Midi-Pyrénées.

Les suivants : France-Suisse, le 3 octobre à Annemasse / France-Italie, le 10 octobre à Gênes / France-Allemagne-Luxembourg, le 17 octobre à Sarreguemines / France-Belgique-Royaume Uni, 29 octobre à Lille

Vous trouverez également plus d'infos sur le site du séminaire : <http://www.france-espagne-andorre.seminaire-mot.eu/>

Agence COOP DEC Conseil

• « LE CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF DE L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES » --

Formation de 2 journées destinée aux acteurs qui souhaitent intégrer ou dialoguer avec les collectivités engagées à l'international. L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?

Prochaines Dates :

- Mardi 8 et mercredi 9 octobre 2013 (il reste des places)
- Mercredi 22 et jeudi 23 janvier 2014

ou sur demande dans votre collectivité avec plusieurs services (RI, finances, RH, ...), sur 1 ou 2 jours

Inscription et demande d'informations : contact@coopdec.org

Programmes et bulletin sur notre site http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php

RENDEZ-VOUS DES COLLECTIVITES

du 30 septembre au 6 octobre : La Semaine de l'énergie solidaire est l'occasion de sensibiliser et mobiliser le grand public, les collectivités territoriales et les entreprises sur l'amélioration des conditions de vie des populations des zones reculées des pays en développant grâce à l'accès à l'électricité.

<http://www.electriciens-sans-frontieres.org/fr/>

Samedi 12 octobre : le Département des Yvelines organise la 5^{ème} Edition des Assises « Yvelines partenaires du développement » à Marly le Roi : www.yvelines.fr/coopinter

du 7 au 10 novembre : Le festival des cultures francophones de Marennes (17) aura pour thématique « Viens Voir l'Acadie ».- www.marennes.fr

AIMF : AG 2013 - Appel à contributions

La prochaine Assemblée générale de l'AIMF se tiendra à Paris **du 14 au 16 novembre 2013**. Le colloque sera cette année consacré aux actions des élus locaux francophones en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Par les principes qui les animent autant que par leur fort ancrage territorial, les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire jouent un rôle essentiel pour la vitalité du tissu économique, social et politique au niveau local : création d'emploi, innovation sociale, dynamisation des quartiers, lutte contre l'exclusion, développement de pratiques citoyennes... La convergence de leurs actions avec les préoccupations des collectivités territoriales est une évidence. Pour assurer son développement au niveau des territoires, l'ESS doit pouvoir s'appuyer sur une volonté politique forte et affirmée de la part des élus locaux, qui se matérialise par des engagements, une commande publique responsable, et un souci de l'évaluation de ces politiques. Mais l'appui des pouvoirs locaux à l'ESS passe également par le soutien à la création d'entreprises et par la mise en place de cadres de coordination et de coopération qui assurent un partenariat durable avec les acteurs de l'ESS.

Afin d'alimenter les débats sur ces problématiques, nous vous invitons à nous faire parvenir vos contributions à l'adresse sp@aimf.asso.fr.

19-20 Novembre 2013

Deux colloques autour des dispositifs et équipements médicaux, pouvant intéresser les hôpitaux associés aux collectivités locales dans leurs coopérations :

Equip'aid - Partager pour améliorer l'offre de soins : (19-20 Novembre 2013, Chamonix Mont-Blanc, France) et 2e Forum Mondial sur les Dispositifs Médicaux (22-24 Novembre 2013, Genève, Suisse)

<http://www.weezevent.com/equipaid>

28 novembre 2013 : 8e Rencontre des acteurs de la coopération et du développement durable

<http://www.areneidf.org/fr/8e-rencontre-des-acteurs-de-la-cooperation-et-du-developpement-durable-139.html?idProduit=518>

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX

A consulter : l'Agenda de la coopération décentralisée proposé par la DAECT :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/cooperation-decentralisee/actualites-et-agenda/agenda-21478/>

6-8 novembre 2013 : 12èmes Universités de l'ARRICOD à Marcoussis (Essonne) / www.arricod.fr/

26-27 November 2013

The 2013 edition of the European Development Days will take place at **Tour & Taxis** in Brussels.

Theme : In 2013, the focus will be on the European Union's contribution to the post-2015 debate, following the release of the latest edition of the [European Report on Development](#) and the Commission's Communication on a ['Decent Life for All'](#).

25, 26 et 27 novembre 2013,

COLLOQUE INTERNATIONAL FORMER LES ACTEURS LOCAUX DES « SOCIÉTÉS AFRICAINES DE L'INFORMATION » - Quatrièmes rencontres de l'eAtlas Francophone de l'Afrique de l'Ouest / Ouagadougou (Burkina Faso)/ Appel à contributions et programme : <http://e-atlas.sulga.net>

Parmi les thèmes :

- **L'initiation, la formation et l'accompagnement aux TIC des agents et décideurs des collectivités locales** : l'offre de formation des Agences nationales TIC, les programmes ad hoc proposés par les ONG et les réseaux spécialisés (finances publiques, budgets participatifs, gestion des services municipaux, e.services, TIC et services sociaux, etc.), les volets information formation des projets de développement locaux.
- **Formation, transfert de compétences et coopération décentralisée** : bilan des processus et projets, éléments pour un observatoire et une base de données des personnes ressources, des outils pédagogiques et des logiciels.

A REGARDER / A ECOUTER

Conférence TED sur notre confusion entre « frugalité » et « efficacité » dans la solidarité internationale :

http://www.ted.com/talks/lang/fr/dan_pallotta_the_way_we_think_about_charity_is_dead_wrong.html

Entretiens avec Erik Orsenna dans « A voix nue » sur France Culture,

Emissions du 16 au 20/09/2013 www.franceculture.fr/podcast/4685128

« **Paroles d'acteurs isérois de l'Education au Développement Durable et de la Solidarité Internationale** »
Vidéo réalisée à l'occasion du forum « Education au Développement Durable » organisé par le Conseil général de l'Isère le 23 septembre dernier <https://vimeo.com/75220402>

ACTUALITES DES COOPERATIONS INTERNATIONALES SUR LE WEB

La question de l'intérêt local des relations internationales au travers les frontières

- Débat à Glasgow : <http://www.heraldscotland.com/news/home-news/glasgow-twin-city-agreements-called-into-question.22093564>

Site référençant l'aide française au Mali

Lors de la conférence de Bruxelles « Ensemble pour le renouveau du Mali » en mai 2013, la France s'est engagée à consacrer 280 millions d'euros au développement de ce pays pour la période 2013-2014.

M. Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement, avait annoncé en juin 2013 à Bamako la création d'un site internet donnant des informations concrètes sur les projets mis en oeuvre et permettant d'exercer un contrôle citoyen sur leur réalisation. Le site <http://transparence.ambafrance-ml.org/> comporte des informations précises sur les projets et programmes d'ores et déjà mis en place ou en cours de réalisation.

Le site <http://transparence.ambafrance-ml.org/> constitue une première. Cette démarche de transparence vise à renforcer l'efficacité de l'aide française au développement, mais également à apporter des réponses concrètes à toutes celles et tous ceux qui souhaitent être informés de l'impact concret de notre action en faveur du développement. Un formulaire de dialogue et un téléphone sont également mis à disposition des visiteurs qui souhaiteraient signaler, par courriel ou SMS, toute anomalie constatée dans la conduite des projets.

Réalisé en concertation avec les autorités maliennes, ce site sera régulièrement actualisé. L'ensemble des projets de développement financés par la France au Mali y seront, à terme, répertoriés.

Pour rappel : **Observatoire France Amérique du Sud de la coopération décentralisée** :

<http://franceamsud.org/observatorio/>

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Question de Michel Vauzelle - <http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-37796QE.htm>

M. Michel Vauzelle attire l'attention de Mme la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique sur l'importance de renforcer les liens entre les collectivités territoriales des deux rives de la Méditerranée. Elle a déclaré, lors de la récente conférence économique méditerranéenne à Tunis, qu'appuyer les échanges de savoir-faire entre les collectivités territoriales des deux rives de la Méditerranée permet de favoriser les processus de transition, d'approfondissement démocratique et de développement territorial, et insister sur l'attachement du Gouvernement à la coopération régionale avec les pays de la Méditerranée. Dès lors, il lui demande quelles mesures elle compte mettre en oeuvre pour favoriser ces échanges.

N° 1375 - Proposition de loi de M. Jean Glavany visant à la mise en oeuvre effective du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement

Visualiser le document sur le site de l'Assemblée nationale <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion1375.asp>

PUBLICATIONS

Article estival de la Gazette des Communes : « **la coopération décentralisée : une solidarité gagnant gagnant** »

http://www.chambery.fr/uploads/Document/ef/WEB_CHEMIN_14569_1378392655.pdf

La Semaine Juridique du 22 juillet 2013, hebdomadaire, n° 30

3 Articles sur la coopération décentralisée

<http://servicelnf2.lexisnexis.fr/unerevues/pdf/une/sja1330.pdf>

L'Economie Sociale et Solidaire, un atout pour la coopération décentralisée

Savoirs Communs n°14 juillet 2013 / AFD / Région Ile de France / ARENE

Circonsrite aux acteurs franciliens, cette étude dégage néanmoins de grandes tendances, des pratiques communes et de pistes d'actions pour guider les collectivités et les acteurs de l'ESS vers de nouvelles relations en matière de solidarité internationale. /

Etude réalisé à partir d'une enquête de l'Agence COOP DEC Conseil

http://www.areneidf.org/medias/publications/l_economie_sociale_et_solidaire_un_atout_pour_la_c.pdf

Publication d'un rapport du CESER Ile de France sur la politique internationale du Conseil régional :

<http://www.ceser-iledefrance.fr/institution/rapports.aspx?comm=coop>

Actions internationales des acteurs franciliens : quel champ et quels partenariats pour le conseil régional d'Ile-de-France ?

Une bourse finance carbone pour les collectivités : Pourquoi ? Comment ?

Dans la continuité d'une formation-action sur les liens entre Agenda 21 et action internationale des collectivités, l'ARENE a souhaité réaliser une étude pour dégager les pistes de la mise en oeuvre d'un dispositif de compensation volontaire dans le cadre d'une démarche de coopération décentralisée de collectivités locales. Cette étude répond en effet à deux préoccupations de l'ARENE :

- promouvoir des « pratiques de la transition écologique et sociale et du développement durable » par les collectivités locales et les acteurs de leurs territoires ;
- développer la solidarité Nord-Sud en matière de développement et de lutte contre la pauvreté, notamment autour des questions d'accès à l'eau et à l'assainissement, et d'accès à l'électrification par les énergies renouvelables.

http://www.arenedf.org/fr/Cooperation_decentralisee-30.html

Lutte contre les changements climatiques - rôle des collectivités territoriales : remise du rapport Dantec-Delebarre (Paris, 17 septembre 2013) :

Les collectivités territoriales dans la perspective de Paris 2015 : de l'acteur local au facilitateur global

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/environnement-et-developpement/changement-climatique-2496/actualites-19825/2013-22579/article/lutte-contre-les-changements>

A Lire :

- **l'Attraction Mondiale – Frédéric Ramel - Presses de Sciences Po.**

- o L'auteur explore différentes perspectives d'un mouvement favorable à l'unité politique du Monde, en tant qu'aboutissement logique de l'histoire universelle : Perspective des cosmopolitismes (dans l'accompagnement), des pluralistes (qui contestent la pertinence de cette unité), et les conceptions alternatives ou non occidentales (qui favorisent des approches en terme de milieu). Un ouvrage qui se veut une introduction à la philosophie politique des relations internationales.

- **Pour une économie positive – Rapport du groupe de Réflexion présidé par Jacques Attali – Fayard**

- o proposition d'un nouveau modèle (l'économie positive), dans lequel la création de richesses n'est pas un but mais un moyen pour des valeurs altruistes ; une économie au service de la société respectueuse des générations futures. Ce livre propose, au-delà d'une nouvelle posture, des propositions concrètes de différents niveaux (du local au global).

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION

Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

Si vous souhaitez informer de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mèl](#) ou par courrier.

Collectivités françaises

- Allemagne** : renouvellement de la charte de jumelage entre les villes de Pont-Aven et Hofgeismar, en Allemagne. Cette charte avait été signée le 10 juin 1972, à Hofgeismar, et le 5 août 1973, à Pont-Aven
- Allemagne** : Thourotte et Rimbach célèbrent l'anniversaire de leurs relations par un renouvellement des vœux de jumelage franco-allemand.
- Canada / Québec** : Charte de jumelage de bassins CHARENTE – RICHELIEU : <http://www.rivesudexpress.ca/Actualites/Societe/2013-09-17/article-3393320/Gestion-de-l%26rsquo%3Beau-%3A-Longueuil-signe-la-Charte-de-jumelage-de-bassins-CHARENTE-%26ndash%3B-RICHELIEU/1>
- Côte d'Ivoire** : Jumelage signé entre Nice et Abidjan - <http://apanews.net/news/fr/article.php?id=207175>
- Roumanie** : Jumelage de Tremblay (35) avec la ville de Mosna (Transylvanie) - http://www.ouest-france.fr/ofdermin_-Tremblay.-Le-jumelage-avec-Mosna-en-Roumanie-est-acte_40771-2225213-pere-bre_fildMA.Htm

Collectivités Etrangères

- Chine** : Le nombre de villes jumelées dépasse les 2.000 en Chine Lire plus sur : http://www.chine-informations.com/actualite/le-nombre-de-villes-jumelees-depasse-les-en-chine_58265.html
- Namibie** : Signature d'un accord de jumelage entre Windhoek et Nkurenkuru : <http://www.newera.com.na/2013/09/20/windhoek-nkurenkuru-twinning-agreement/>

La Chine a établi des relations de jumelage avec 2.022 villes ou Etats de 131 pays à travers le monde, a rapporté la version étrangère du Quotidien du peuple.

MOUVEMENTS – NOMINATIONS - OFFRES D'EMPLOI

La lettre COOP DEC Infos est diffusée à plus de 2000 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par mél : contact@coopdec.org

Mouvements

- ❑ **Michèle Pasteur** a quitté le poste de Directrice de la Prospective et des relations internationales au Conseil général des **Côtes d'Armor**.
- ❑ **Valérie NICOLAS** est la nouvelle chargée de mission Relations Internationales de l'**ARF** en remplacement de Maryse Dusselier. vnicolas@arf-regions.org
- ❑ **Stéphanie POISSON** est nouvelle chargée de mission aux Relations internationales de la ville de Creil
- ❑ Depuis le 1er septembre 2013, au **CG Loire Atlantique** une **Direction tourisme relations internationales** est créée, comprenant un service international (et une mission tourisme), avec les personnes suivantes :
 - Mme Marie-Laurence DERRIEN : Directrice tourisme relations internationales
 - Mme Juliette BEAUJEAN : Chef du service international (elle remplace M. Stanislas MARCETTEAU)
 - Mme Carole MERCIER-JOYEUX : Adjointe au chef du service international

Offres

- ❑ La Fédération des Epl recrute dans le cadre d'une création de poste **son Chargé de mission Europe & Partenariats** (H/F). : La Fédération des Entreprises publiques locales (39 collaborateurs), unique représentant des 1061 Sociétés d'économie mixte (SEM), Sociétés publiques locales (SPL) et Sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) françaises, a pour principales missions de promouvoir le mouvement des Epl, de développer leurs réseaux de compétences et de savoir-faire et de renforcer leur performance.
http://www.lightconsultants.eu/offres-d-emploi/offresdemploi_charge_de_mission_europe_partenariats_h_f_486444_41.html

Pour info, rubrique « emploi en collectivité » sur notre site www.coopdec.org

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence COOP DEC Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités. www.coopdec.org

Agence COOP DEC Conseil – 30 rue Claude Tillier – 75012 Paris - Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 01 40 09 20 26

Pour vous désinscrire, nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription ».

Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.

MERCI DE NOUS AIDER A DIFFUSER CETTE PUBLICATION